



Pourquoi contrer les poursuites-bâillons (SLAPP) est important pour l'environnement

OCTOBRE 2026

LES POURSUITES-BÂILLONS (SLAPPS) EN AFRIQUE

Pourquoi contrer les poursuites-bâillons (SLAPP) est important pour l'environnement

Les poursuites-bâillons (SLAPPs), ou procès abusifs, menacent la réalisation du droit à un environnement sain en faisant taire les voix les plus critiques pour l'éducation à l'environnement et le plaidoyer. En juillet 2026, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) a adopté la première résolution relative aux poursuites-bâillons, appelant à mener une étude sur leur nature et leur portée en Afrique, ainsi que sur les moyens d'y faire face. La résolution constitue une avancée importante pour la compréhension et pour relever le défi sérieux des droits interdépendants garantis par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, y compris l'expression, l'information et la participation.

● Qu'est-ce que les poursuites-bâillons?

Les poursuites-bâillons sont des procès judiciaires sans fondement — qu'ils soient civils, pénaux ou administratifs — initiés par des individus ou entités puissants visant à entraver la participation du public, faire taire les critiques et les gendarmes de l'action publique, entraver le journalisme d'investigation et échapper à la responsabilité dans les affaires d'intérêt public par des poursuites judiciaires longues, ardues et coûteuses. Les poursuites-bâillons constituent un abus grave des procédures judiciaires ou administratives.



● Pourquoi les décideurs politiques devraient-ils se soucier de traiter des poursuites-bâillons?

Les poursuites-bâillons représentent une menace pour les aspirations de l'Afrique que nous voulons ([Agenda 2063](#)).

- **Ils affaiblissent la lutte contre la corruption:** les individus puissants utilisent principalement les poursuites-bâillons pour fuir leurs responsabilités. Ils découragent l'examen de la corruption en intimidant ceux qui dénoncent des actes répréhensibles.
- **Elles affaiblissent l'État de droit:** les poursuites-bâillons abusent du système judiciaire à des fins privées, gaspillant les ressources judiciaires et affaiblissant la confiance du public dans la justice.
- **Ils ont un impact négatif sur la croissance économique de l'Afrique:** la transparence des institutions et la certitude juridique encouragent l'investissement. L'abus des tribunaux par les poursuites-bâillons envoie le signal inverse.
- **Ils mettent en péril le développement durable africain:** les poursuites-bâillons menacent l'accès à l'information sur des questions cruciales et la capacité des citoyens à prendre des décisions en ce qui concerne leur propre développement.

En conséquence, les poursuites-bâillons entravent la réalisation des [Objectifs de développement durable \(ODD\)](#).

- **Réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire, santé, eau et énergie (ODD 1, 2, 3, 6, 7):** Les poursuites-bâillons intimident les individus, les communautés et les organisations défendant la protection sociale, les droits fonciers, les pratiques agricoles durables, la santé publique, l'accès à l'eau et la responsabilité des impacts des projets énergétiques.
- **Égalité entre les sexes (ODD 5):** Les poursuites-bâillons touchent de manière disproportionnée les journalistes, militants et défenseurs des droits humains, qui font déjà face à des obstacles supplémentaires en raison de la discrimination structurelle, de l'accès inégal à la justice et de la violence basée sur le genre facilitée par la technologie, ciblant souvent les femmes victimes des poursuites-bâillons.
- **Protection du climat et de l'environnement (ODD 13, 14, 15):** Les poursuites-bâillons ciblent de plus en plus les militants environnementaux, les défenseurs des droits humains et les journalistes couvrant le changement climatique, les industries extractives, l'exploitation minière, les droits fonciers, la biodiversité et la protection des ressources naturelles, y compris les océans.

- **Paix, justice et institutions efficaces (ODD 16):** Les poursuites-bâillons entravent l'accès à la justice et affaiblissent les institutions responsables et inclusives.

● Pourquoi relever les défis que posent les poursuites-bâillons est important pour l'environnement

- Protéger le rôle indispensable des défenseurs de l'environnement et des journalistes dans la démocratie environnementale.
- Garantir que les gens puissent accéder à l'information environnementale, bénéficier du droit à la participation publique et à la justice.
- Soutenir une prise de décision environnementale transparente, inclusive et sûre.
- Veiller à ce que les entreprises soient tenues responsables lorsque leurs activités menacent les droits environnementaux.

● Le rôle du journalisme

Les défenseurs des droits humains et les journalistes, en particulier ceux qui défendent et couvrent les questions environnementales, figurent parmi les cibles les plus courantes des poursuites-bâillons ([rapport IPI](#)). Par conséquent, s'attaquer aux SLAPPs contre eux est fondamental pour garantir la réalisation du droit à un environnement sain reconnu par l'article 24 de la [Charte africaine des droits de l'homme et des peuples](#).

- **Les gens ne peuvent pas protéger ce qu'ils ignorent.** L'accès à des informations environnementales précises et en temps opportun est essentiel pour garantir une participation publique significative et un accès à la justice dans la prise de décision environnementale, comme le stipule la [Résolution sur l'accès à l'information et le droit à un environnement sain - ACHPR/Res.657\(LXXXVI\) 2026](#).
- **Les journalistes jouent un rôle crucial dans l'accessibilité de l'information environnementale.** Par l'enquête et le reportage, ils mettent en lumière les problèmes affectant les communautés et les individus. Lorsque les journalistes sont menacés, harcelés ou réduits au silence par des outils tels que les poursuites-bâillons (SLAPPs), la société perd une source vitale d'information et de responsabilité.
- **Les États ont la responsabilité de protéger ceux qui informent.** Selon les normes internationales et régionales des droits de l'homme, les États

doivent veiller à ce que les journalistes et autres acteurs d'intérêt public puissent travailler en toute sécurité et de manière indépendante, tout en favorisant un environnement propice à des médias libres, indépendants et pluralistes.

La valeur de la protection du journalisme → une étude de l'unesco

- Les pays où la liberté de la presse diminue connaissent une croissance économique plus lente.
- Chaque dollar investi dans le journalisme d'investigation peut générer plus de 100 dollars de valeur publique.
- La désinformation coûte aux sociétés environ 350 à 500 milliards de dollars chaque année.
- Un meilleur accès aux médias libres est lié à moins de violations des droits humains.
- La couverture médiatique peut mobiliser une aide humanitaire vitale.

● Comment peut-on traiter les poursuites-bâillons?

→ Identifier les poursuites-bâillons

- **L'objectif:** il ne s'agit pas de gagner l'affaire, mais de faire taire et de créer un effet dissuasif parmi les individus et groupes engagés dans la participation publique.
- **Les auteurs:** des individus et entités puissants initient fréquemment les poursuites-bâillons, le plus souvent avec des ressources importantes et, dans certains cas, un historique de recours aux tribunaux pour intimider.
- **Les victimes:** Les poursuites-bâillons reposent sur un déséquilibre de pouvoir entre les parties. Les victimes sont souvent des acteurs de la société civile, des défenseurs des droits humains, des militants environnementaux, des journalistes et d'autres œuvrant pour dénoncer la corruption, lutter contre le changement climatique et défendre les droits humains et d'autres questions d'intérêt public.

- **Les tactiques:**

- Le plaignant utilise des tactiques procédurales et des poursuites judiciaires agressives conçues pour augmenter les frais de justice, retarder la procédure et imposer une charge au défendeur, même lorsqu'il est peu probable qu'il gagne sur le fond.
- Le procès est infondé, exagéré ou disproportionné, par exemple en réclamant des dommages excessifs ou des peines disproportionnées, y compris l'emprisonnement.
- Le plaignant peut combiner une action en justice avec des attaques de relations publiques contre le défendeur, notamment de la désinformation, du harcèlement, des campagnes de diffamation et des violences de genre facilitées par la technologie.

- **Recommandations clés**

- **Réviser et modifier les lois détournées pour réduire au silence la participation publique**

Abroger la diffamation pénale et toute autre législation civile et pénale restrictive qui entrave la liberté de la presse et la liberté d'expression, conformément à la résolution de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples [sur la sécurité des journalistes et des professionnels des médias en Afrique](#), aux principes 22(3) et (4) de la [Déclaration des principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique](#), ainsi qu'à la décision de 2014 de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples qui a statué que l'emprisonnement pour diffamation viole le droit à la liberté d'expression.

- **Adopter des lois anti-poursuites-bâillons (anti-SLAPP) pour protéger les organismes de surveillance du public**

Adopter d'urgence une législation anti-SLAPP pour protéger les journalistes, militants et défenseurs des droits humains contre ce type de procès vexatoires, conformément aux garanties d'accès à la justice et à un procès équitable en vertu de l'article 7, de la liberté d'expression et du droit à l'information en vertu de l'article 9, de la liberté d'association en vertu de l'article 10, de la liberté de réunion en vertu de l'article 11, et du droit de participation en vertu de l'article 13 de la Charte africaine, ainsi qu'en ce qui concerne la Résolution de 2026 [sur l'accès à l'information et le droit à un environnement sain](#), qui met en lumière les abus des tribunaux pour faire taire les critiques par l'utilisation des SLAPP. En plus d'adopter une législation au niveau national, les États doivent fournir une pleine

coopération et un soutien à la rédaction et à l'adoption d'une loi modèle anti-SLAPP au niveau de l'Union africaine.

- **Soutenir une justice indépendante et bien dotée**

Renforcer l'indépendance judiciaire conformément aux [Principes et Lignes directrices sur le droit à un procès équitable et à une assistance juridique en Afrique](#) ainsi qu'aux [Principes fondamentaux des Nations Unies sur l'indépendance de la magistrature](#) afin de garantir l'accès à la justice, le droit à un procès équitable et la protection contre l'influence induite d'acteurs politiques et corporatifs sur la justice.

- **Lutter contre les abus du système juridique**

Enquêter de manière indépendante sur les allégations d'abus du processus judiciaire par des litiges abusifs et oppressifs, en particulier ciblant les organismes de surveillance publique, y compris les journalistes, défenseurs des droits humains, militants communautaires, lanceurs d'alerte et figures de l'opposition, et tenir les auteurs responsables. Les procureurs doivent refuser ou abandonner les affaires sur la base d'accusations infondées, comme l'exigent les [Principes et Lignes directrices sur le droit à un procès équitable et à l'assistance juridique en Afrique](#).

- **Tenir les avocats responsables des poursuites judiciaires abusives**

Développer, renforcer et faire respecter les normes d'éthiques professionnelles, les mécanismes de plaintes et les cadres disciplinaires régissant les avocats et les cabinets d'avocats afin de prévenir et sanctionner la participation aux SLAPP et autres formes de litiges abusifs conforme à leurs devoirs de défendre les droits humains et les libertés fondamentales et de respecter l'éthique juridique prescrite par les [Principes et Lignes directrices sur le droit à un procès équitable et à une assistance juridique en Afrique](#).

- **Garantir l'accès à l'aide juridique pour les victimes des poursuites-bâillons**

Fournir et promouvoir l'accès à l'aide juridique et aux services d'assistance aux personnes ou groupes défavorisés financièrement et vulnérables qui sont victimes de poursuites abusives afin de protéger leurs droits à un procès équitable et à l'accès à la justice, et d'atténuer le fardeau financier et psychologique des litiges abusifs, conformément aux [Principes et Lignes directrices sur le droit à un procès équitable et à l'assistance juridique en Afrique](#).

● Six mesures pratiques pour lutter contre les poursuites-bâillons

1. **Favoriser le dialogue régional et national:** promouvoir et organiser des délibérations aux niveaux exécutif, législatif et judiciaire sur les poursuites-bâillons, ainsi qu'au niveau régional, par exemple à l'Union africaine (UA), à la CADPH et au Parlement panafricain (PAP).
2. **Évaluer le contexte national par l'engagement multipartite:** Réunir un groupe de travail multipartite pour réaliser une évaluation nationale complète des poursuites-bâillons, en examinant les tendances, les schémas, les impacts et les lacunes juridiques et politiques pertinentes afin d'élaborer des recommandations concrètes et applicables.
3. **Développer et mettre en œuvre des mesures anti-poursuites-bâillons (anti-SLAPP):** Sur la base d'une évaluation multipartite, élaborer des législations, politiques et autres mesures anti-SLAPP, ainsi que revoir et modifier la législation faible. Évaluer les règles des tribunaux pour habiliter les prévenus visés par les poursuites-bâillons.
4. **Établir des points focaux nationaux:** Établir des points focaux SLAPP au niveau ministériel et autres pertinents pour faire suite aux recommandations et aux mesures visant à traiter les SLAPP.
5. **Former les magistrats:** Former continuellement les magistrats à identifier et à se prononcer de façon équitable sur les poursuites-bâillons (SLAPP).
6. **Soutenez les conseils des médias:** Encouragez l'utilisation de mécanismes de plaintes et de litiges non judiciaires pour les médias, tels que les conseils des médias fondés sur des principes d'indépendance, d'équité, de justice rapide et de transparence.

Ressources clés

Normes régionales africaines

- Résolution de la CADHP sur la nécessité de mener une étude sur les litiges stratégiques contre la participation publique (SLAPP) en Afrique - CADHP/Res.667(LXXXVIII) 2026
<https://achpr.au.int/index.php/en/adopted-resolutions/667-achpr-res667lxxviii-2026>
- Résolution de la CADHP sur l'accès à l'information et le droit à un environnement sain
<https://achpr.au.int/index.php/en/adopted-resolutions/657-achprres657lxxvi-2026>

Autres normes régionales non africaines

- Les recommandations du Conseil de l'Europe 2024 pour contrer l'utilisation des SLAPPs <https://rm.coe.int/0900001680af2805>
- Directive européenne SLAPP 2024/1069.
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=OJ:L_202401069

Recherche

- Les SLAPPs IPI contre les journalistes environnementaux et climatiques en Afrique : une tempête parfaite pour le harcèlement
<https://ipi.media/publications/new-ipi-report-slapps-pose-threat-to-africas-climate-and-environmental-journalists/>
- Un projet de loi modèle pour la protection contre les litiges stratégiques contre la participation publique
<https://www.wits.ac.za/media/wits-university/faculties-and-schools/commerce-law-and-management/research-entities/cals/documents/programmes/rule-of-law/resources/Anti-SLAPP%20Model%20Law%20long%20version%20design%205%20November%202024.pdf>



International
Press
Institute



● À Propos de L'institut International de la Presse (IPI)

Fondée en 1950, IPI est un réseau mondial de rédacteurs, de cadres des médias et de journalistes engagés dans un journalisme de qualité et indépendant. Ensemble, nous promouvons les conditions permettant au journalisme de servir le public, en particulier la capacité des médias à fonctionner sans interférence ni crainte de représailles. Notre mission est de défendre la liberté des médias et la libre circulation de l'information partout où ils sont menacés.

ipi.media